

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I : L'ÉVOLUTION DU SECTEUR PUBLIC MARCHAND	15
1. Le dix-neuvième siècle	15
Les services postaux	16
Les chemins de fer	16
Les télécommunications	19
Le secteur financier	20
La distribution d'eau	22
2. L'entre-deux-guerres	23
Le secteur financier	23
Les chemins de fer belges (SNCB)	24
Le transport aérien	25
Les intercommunales	25
La radio-télévision	26
3. L'initiative économique publique	26
La Société nationale d'investissement	27
La Société nationale pour la restructuration des secteurs nationaux	28
Les sociétés régionales d'investissement	29
CHAPITRE II : LES ENTREPRISES PUBLIQUES À	
LA VEILLE DES PRIVATISATIONS	31
1. La place des entreprises publiques dans le patrimoine	
de l'État	31
Les actifs financiers	32
Les actifs immobiliers	32
2. Les entreprises publiques dans l'économie belge	33
Dans le secteur bancaire	33
Dans le secteur des assurances	34
Dans les transports en commun	34
Dans les communications	35
Dans les services de proximité	36
Dans l'énergie	37
Dans l'industrie	37
CHAPITRE III : LE CONTEXTE EUROPEEN	41
1. La poussée néo-libérale	41
Le rôle de l'État	41
L'efficacité économique	42

2. L'impulsion européenne	43
Les aides directes et indirectes sous haute surveillance	44
3. Les privatisations en Europe	46
Le Royaume-Uni	46
La France	48
L'Allemagne	50
Les Pays-Bas	51
CHAPITRE IV : LA PREMIÈRE VAGUE DE PRIVATISATIONS :	
LES SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT	55
1. La Société nationale d'investissement (SNI)	55
De nombreuses marques d'intérêt	56
AvH en pole position	57
Le véritable enjeu : Distrigaz	58
Les golden shares	59
Distrigaz en bourse	60
2. La Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen (GIMV)	60
Des actionnaires privés	61
Introduction en bourse	62
De l'initiative publique au <i>private equity</i>	63
L'épopée Gimvindus	63
« <i>Wat we zelf doen, doen we beter</i> »	64
3. La Société régionale d'investissement de Wallonie (SRIW)	65
CHAPITRE V : LA DEUXIÈME VAGUE DE PRIVATISATIONS :	
LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CRÉDIT	67
1. La loi du 17 juin 1991	67
Les commissions à la tâche	68
Deux holdings bancaires	69
Une loi pour rien	70
2. La CGER	71
Une société faitière et quatre filiales	71
Des partenaires minoritaires	72
Une première tranche	72
Une deuxième tranche	74
La troisième tranche	75
La quatrième et dernière tranche	77
3. Le Crédit communal de Belgique	78
Non à la grande banque publique	78
Le rêve fou de la « grande banque belge »	79

Le CLF, le partenaire idéal	80
Les communes, actionnaires et clientes	81
La naissance du Holding communal	82
Le « oui » des municipalités	82
Le Crédit communal en bourse	83
Le mariage est consommé	84
Les communes ne sont plus l'actionnaire de référence	85
Dexia/SMAP : « Je t'aime, moi non plus »	86
4. Le Crédit à l'industrie	88
Premier round : le CCB déclare forfait	89
Deuxième round : tout le monde sur le ring	89
Troisième round : la CGER monte sur le ring	90
Quatrième round : la CGER, vainqueur par abandon	91
5. Le Crédit professionnel	92
Le redimensionnement	92
La valse-hésitation des associations	93
Chronique d'une privatisation difficile	94
6. Le Crédit agricole	95
L'État joue au banquier	95
Du Crédit agricole au Crédit agricole	96
7. L'OCCH	98
Les années passent	98
La vente par appartements	99
 CHAPITRE VI : LA TROISIÈME VAGUE DE PRIVATISATIONS :	
LES ENTREPRISES PUBLIQUES	101
1. La loi du 21 mars 1991	101
L'accord de gouvernement de mai 1988	102
La moitié du capital	102
Entreprises publiques autonomes	103
Les missions de service public et les autres	104
2. Belgacom	105
La guerre des chefs	106
La consolidation stratégique	107
Les mésaventures hors des frontières	111
La cascade des plans	113
Le fonds de pension	114
3. La Poste	116
Le réseau ou la productivité	116
La diversification au pas de charge	120
La fin du monopole	122
L'alliance	124

4. La SNCB	126
Qui conduit le train ?	126
Privatiser ou régionaliser ?	129
Une restructuration laborieuse	136
L'aventure ABX	139
La valse des dirigeants	144
5. La Régie des voies aériennes	146
Privatisation	147
« Nationalisations »	147
Re-privatisation	149
6. La Sabena	151
SAS/Carlos Van Rafelghem	152
Air France/Pierre Godfroid	153
Swissair/Paul Reutlinger	155
Swissair/Christophe Müller	157
Épilogue	160
7. La Régie des transports maritimes	162
Quatre ministres directeurs en cinq ans	162
Le naufrage inévitable	163
8. La SPE	164
Un producteur 100 % public	164
La première fiancée : Electrabel	165
La deuxième fiancée : EDF	165
La troisième fiancée : Segebel (GDF + Centrica)	166
La quatrième fiancée ?	167
CHAPITRE VII : LES VENTES D'ACTIFS IMMOBILIERS	169
1. La Sopima	170
2. La Sicafi 2006	172
3. Fedimmo	173
4. Valorimmo	174
CHAPITRE VIII : LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ	175
1. Plus qu'un financement alternatif	175
2. L'impulsion de la Commission européenne et de la BEI	177
3. Les PPP initiés à l'échelon fédéral	179
4. Les PPP en Région flamande	180
5. Les PPP en Région wallonne	182
6. Les PPP en Région de Bruxelles-Capitale	183

CHAPITRE IX : LES ACTEURS DES PRIVATISATIONS	187
1. Le cercle restreint	188
Le chef de file	188
L'état-major	189
Les extérieurs	190
2. Les gouvernements	190
3. Les assemblées parlementaires	191
4. Les organisations socio-professionnelles	193
La FEB	193
La FGTB	194
La CSC	195
5. La Commission d'évaluation des actifs de l'État	196
L'objectif	196
Robert(s), Thierry, Georges et les autres	197
Un bilan mitigé	199
6. La Société fédérale de participations (ex-CGER-Holding)	200
Privatiseur de fait	200
La permanence	201
7. Les consultants	201
8. Le management	203
CHAPITRE X : LES NOUVELLES SOCIÉTÉS PUBLIQUES	205
1. À l'échelon du pouvoir fédéral	206
Les sociétés financières	206
Les nouveaux « parastataux »	208
Les infrastructures	212
2. À l'échelon du pouvoir régional	214
Les sociétés financières	215
L'eau	222
L'infrastructure	225
3. À l'échelon des pouvoirs locaux	228
Les intercommunales financières	228
Le Holding communal	228
L'énergie	230
Les télécommunications	234
CONSIDÉRATIONS FINALES	237
ANNEXES	245
INDEX DES PERSONNES, SOCIÉTÉS ET ORGANISMES CITÉS	341
BIBLIOGRAPHIE	365